



ÉDITO
@defibrilators

VANIK BERBERIAN
Président AMRF

Ok c'est bon, on a compris !

La leçon de l'été aura été celle de la confirmation de l'existence d'une majorité parlementaire définitivement sourde aux alertes des élus de terrain que nous sommes. Trop coincée dans l'ornière politique savamment tracée par l'aristocratie administrative, celle-là même qui, hier comme aujourd'hui, donne le ton d'une politique déconnectée des réalités locales, avec la complicité active de certains élus qui partagent la même langue.

Les jeux sont faits. Nous avons maintenant bien compris qu'il est vain d'attendre un « nouveau monde ». Il n'y en aura pas. En tout cas, ceux qui s'en prétendent ne sont pas dignes de la formule.

Au-delà de la compétence Eau et Assainissement, nous avons fait de cette question un test sur la sincérité des propos chantés la bouche en cœur par le gouvernement et ses députés sur l'engagement méritoire des élus de proximité et sur l'importance de la commune. Y-a-t-il encore quelqu'un d'assez naïf pour croire à ces balivernes, à ces sornettes, à ... ces carabistouilles ?

Ce n'est pas faute d'avoir rappelé aux députés que la libre administration des communes est le témoin de la vitalité de la démocratie locale, le ciment de notre édifice territorial. Serions-nous encore les seuls à y croire ?

Nous l'avons clamé pendant des semaines et des mois, jusqu'aux dernières minutes, en vain.

Dont acte. Nous en tirons maintenant les conséquences. **OUI, LA COMMUNE N'EST PAS SEULEMENT MENACÉE, ELLE EST TRÈS CLAIREMENT ATTAQUÉE.** C'est d'ailleurs ce que l'on peut comprendre sans ambiguïté dans les orientations du CGET concernant la future Agence nationale de cohésion des territoires qui ne considère que la maille intercommunale.

L'espace qui m'est imparti pour un édito ne suffirait pas à énumérer les preuves que vous pourriez apporter pour illustrer ce sombre dessein.

À partir de là, chacun d'entre-nous, chaque élu, se trouve devant un choix personnel déterminant et crucial : soit démissionner de la fonction, comme le sujet a largement été développé ces dernières semaines dans les médias, soit se battre pour refuser en bloc ce qui nous est imposé. Nous savons par avance que vous êtes de la seconde catégorie.

Une chose est certaine, ne rien faire c'est se rendre complice.

À chacun de choisir son camp.

Debout, l'heure est venue.